

Laurence Trastour-Isnart à l'Assemblée.
Un engagement déterminé à lutter
contre les violences faites aux femmes.



ASSEMBLÉE NATIONALE

“On ne peut plus accepter cette société qui ne respecte pas l’autre”

Entretien Laurence Trastour-Isnart, députée LR des Alpes-Maritimes, a reçu *Valeurs actuelles* dans sa circonscription, à Cagnes-sur-Mer, pour évoquer les sujets de “*la droite sociale*” qui lui tiennent à cœur. L’élue propose de faire payer aux détenus leurs frais d’incarcération.

Propos recueillis par Romain Boisaubert

Vous faites de la lutte contre les violences faites aux femmes votre cheval de bataille, alors que la parole se libère et que les condamnations se succèdent.

J’ai été marquée par le féminicide de la petite Salomé (20 ans), assassinée par son compagnon à Cagnes-sur-Mer. J’étais présente lors de la marche

blanche. Des femmes sont venues témoigner à leur tour. Certaines subissaient des violences mais n’osaient pas parler. Parce qu’elles ont honte, opprimées par les carcans de notre société patriarcale. Mon objectif est d’essayer de les accompagner pour aller porter plainte. Il ne faut plus laisser ces violences perdurer.

Que répondez-vous à ceux qui mettent en doute la parole de ces femmes, sous prétexte que leur démarche serait parfois utilisée dans une volonté de nuire?

Je leur réponds qu’il vaut mieux dix plaintes qui n’aboutissent pas pour une plainte avérée qui permettra de sauver une vie. Malheureusement, les femmes →

Face aux jeunes : "Il vaut mieux dix plaintes qui n'aboutissent pas pour une plainte avérée qui permettra de sauver une vie."

ont encore peur d'y aller, d'être isolées, de se retrouver seules, avec une charge sur les épaules.

Comment inciter ces femmes à se rendre au commissariat?

En premier lieu, il faut condamner fermement. Cela démontre que la justice prend en compte ces violences. Il faut aussi faire de la prévention, en communiquant notamment avec les enfants qui sont parfois les victimes collatérales de ces actes. L'enfant a tendance à reproduire le schéma familial dans lequel il a grandi. Nous devons aussi aider les femmes à trouver un logement pour qu'elles puissent s'extirper rapidement de cette torpeur.

La notion de viol conjugal a parfois du mal à être entendue. Certains en rient même...

Et pourtant, il existe. Il est important de savoir accepter le refus, de prendre en compte les désirs de chacun, en trouvant un équilibre. L'autre ne vous appartient pas.

Est-ce vital qu'une figure politique incarne ce combat?

Je ne suis pas psychologue, ni assistante sociale, mais je reçois régulièrement des femmes qui viennent me faire part de ce qu'elles subissent. Certaines sont allées porter plainte, ont été relogées et se sont reconstruites.

Vous êtes également vice-présidente de la délégation aux droits des femmes à l'Assemblée nationale.

Pensez-vous que le sujet trouve de l'écho dans l'Hémicycle?
Nous travaillons actuellement sur un rapport pour démocratiser le bracelet électronique antirapportement, très développé en Espagne, qui en dénombre aujourd'hui près de 2500. Quand une femme est victime de violences, un travailleur social peut préconiser un bracelet qui permet d'éviter les rapprochements entre la victime et son agresseur. Si, dans un

centre commercial, à l'école ou dans un jardin public le conjoint violent se rapproche, la société qui gère les bracelets est immédiatement alertée. Si le conjoint ne quitte pas la zone, la police arrive dans le quart d'heure. En France, nous avons la volonté d'en déployer 1000.

En Île-de-France, Valérie Pécresse reçoit depuis des années des femmes victimes de violences. Une inspiration?

C'est justement ce que j'admire chez Valérie Pécresse. C'est avant tout une femme de terrain, qui connaît les problématiques à travers ses nombreuses expériences. La France a besoin d'une dirigeante avec les pieds sur terre, qui connaît les problématiques nationales, bien sûr, mais aussi locales. Valérie Pécresse, c'est des projets concrets. Assouplir le système administratif, suivre les enfants en situation de handicap, améliorer le quotidien des familles, revoir en profondeur le système éducatif.



"IL FAUT AUSSI FAIRE DE LA PRÉVENTION, EN COMMUNIQUANT NOTAMMENT AVEC LES ENFANTS QUI SONT PARFOIS LES VICTIMES COLLATÉRALES DE CES VIOLENCES."

Cette "droite sociale" qu'elle entend incarner, est-ce la vôtre?

J'ai toujours voulu soutenir les personnes en difficulté. Pour moi, chacun a sa place dans notre société, à condition de respecter la culture et les valeurs de la République. Valérie Pécresse incarne cette droite sociale qui s'affirme.

Sous l'influence d'Éric Ciotti?

Il fait partie de notre famille politique, il faut s'enrichir de ses collègues et rassembler autour d'idées partagées. L'image que l'on donne d'Éric Ciotti est complètement fautive. Il n'a jamais voulu dissocier des catégories de Français.

L'accès au second tour semble pourtant se jouer autour de thématiques fortes, comme l'immigration et la sécurité...

Mais ce sont les convictions de beaucoup de Français, même ceux qui ne voteront pas Marine Le Pen, Éric Zemmour ou Valérie Pécresse. C'est ce que je ressens quand je discute avec eux. Ils regrettent le manque d'éducation de certains de nos concitoyens. La nouvelle génération ne connaît plus l'histoire. Quand on n'a plus de racines, on ne peut pas grandir correctement et s'intégrer dans une société. Il y a des fondamentaux à remettre en place. On a laissé filer les valeurs de la République depuis dix ans.

Les élus locaux LR sont-ils engagés à 100 % aux côtés de Valérie Pécresse?

Nous avons pu le voir lors du meeting au Cannet. David Lisnard, qui a apporté son parrainage à Jean-Luc Mélenchon, était présent pour soutenir Valérie. Comme beaucoup de maires et d'élus. J'étais moi-même présente.

Vous y croyez?

Soyons pragmatiques. Valérie Pécresse est la seule candidate qui peut battre Emmanuel Macron. On peut voter Marine Le Pen ou Éric Zemmour pour contester le délitement de la société, impulsé par la flambée des violences,



mais ce vote n'aboutira pas. Voter pour Valérie Pécresse, c'est éviter le front républicain et faire adhérer toute la droite autour d'elle.

Voter pour Marine Le Pen ou Éric Zemmour, ce n'est pas adhérer?

Ce sont des discours démagogiques, qui laissent entendre à beaucoup de Français ce qu'ils souhaitent entendre. Ce sont des discours choquants, qui font le buzz, et ces propositions sont difficilement applicables sur le terrain.

Que vous inspirent les défections dans votre camp, comme Christian Estrosi ou Renaud Muselier?

Ils ont partagé nos valeurs pendant longtemps mais ont finalement préféré partir. C'est leur choix. Pour ma part, j'estime que, quand on fait partie d'une famille, on garde la même vision jusqu'au bout. Les citoyens n'apprécient pas les changements de cap. Ils sont mal interprétés et conduisent à l'abstention ou au vote des extrêmes.

Autre incarnation de cette "droite sociale", vous êtes à l'origine d'une

proposition de loi concernant les frais d'incarcération des détenus.

J'ai eu la chance de me pencher sur l'univers carcéral. Les détenus qui purgent leurs peines ont des droits, mais aussi des devoirs. J'estime que, si on est en prison, on est coupable. Et s'il faut aider à la réinsertion, je pense qu'il faut également que le détenu paye sa dette dans la globalité. Il ne suffit pas d'être puni sans avoir plus rien à payer. Le coût est important pour la société. Et cela permettrait, en plus de faire des économies, d'ajouter un fait de conscience. Si je vais en prison, je sais ce que cela me coûte.

Je suis pour une justice forte. Il est nécessaire de condamner quand il y a délit. Il ne faut pas démotiver nos policiers, qui font un travail remarquable et qui voient des détenus relâchés tous les jours. Les peines doivent être exemplaires pour dissuader et affirmer qu'en France, on ne peut pas commettre de crimes et de délits.

Il manque des places de prison, mais lorsqu'un projet voit le jour, personne n'en veut. C'était le cas

dans votre circonscription, à Saint-Laurent-du-Var...

Je me suis moi-même opposée à ce projet. En France, il n'y a jamais deux prisons sur la même circonscription administrative. Nous avons déjà une prison à Grasse, avec le projet de l'agrandir. Le secteur en question est une zone urbaine, dédiée à la construction de logements, en contrebas d'une colline. C'est un projet incohérent.

L'insécurité a tendance à gagner du terrain, même dans les Alpes-Maritimes. Partagez-vous ce constat?

Je n'ai pas cette impression. Je n'ai pas peur quand je marche seule dans la rue le soir. En revanche, je constate une hausse des incivilités. Quand vous marchez, vous croisez des groupes d'individus qui manquent d'éducation, qui crachent sur le trottoir et qui balancent des cannettes. Il est important de réduire. La dernière fois, j'ai été choquée par le comportement d'ouvriers qui sifflaient avec insistance une femme qui marchait. On ne peut plus accepter cette société qui ne respecte pas l'autre. ●